

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 29/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABEYRIE FINE FOODS FRANCE

D2A Nantes Atlantique
Rue Saint Exupéry
44860 Saint-Aignan-Grandlieu

Références : 2024-02351
Code AIOT : 0054401527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement LABEYRIE FINE FOODS FRANCE implanté Rue Saint Exupéry 44860 Saint-Aignan-Grandlieu. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection programmée réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles et point sur l'avancement des travaux de remaniement du site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABEYRIE FINE FOODS FRANCE
- D2A Nantes Atlantique - Rue Saint Exupéry 44860 Saint-Aignan-Grandlieu
- Code AIOT : 0054401527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site LABEYRIE FINE FOODS FRANCE de Saint-Aignan-Grandlieu est une industrie agro-alimentaire spécialisée dans la transformation de produits de la mer, principalement de crevettes.

Thèmes de l'inspection :

L'inspection documentaire a porté sur l'ensemble de la gestion du site (eau, rejets dans l'air, sécurité, installations frigorifiques, déchets...).

L'inspection du site a porté sur les installations frigorifiques (ammoniac et fluides relevant de la rubrique 1185), sur le prétraitement des eaux usées, sur les stockages et sur une partie des rétentions.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Valeurs limites d'émission (VLE) des macro polluants	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Installations internes d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
14	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 6.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
19	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.8.2	Demande d'action corrective	1 mois
20	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
21	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.5.2	Demande d'action corrective	1 mois
25	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
33	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques de la nomenclature des installations classées	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.1	Sans objet
3	Air : conception des installations	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 3.1.1	Sans objet
4	Rejets dans l'air : Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 1.4.2.3	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.2.1	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15	Sans objet
7	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.2.2	Sans objet
8	Collecte des effluents liquides : Entretien et	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance		
10	Valeurs limites d'émission (VLE) des micro polluants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34	Sans objet
11	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.5.4	Sans objet
13	Déchets traités à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5.1.4	Sans objet
15	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.1	Sans objet
16	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.4	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.4.2	Sans objet
18	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.4.4	Sans objet
22	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Sans objet
23	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Sans objet
24	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21	Sans objet
26	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
27	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Sans objet
28	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Sans objet
29	Installation de réfrigération à l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
30	Installation de réfrigération 1185	Décret du 22/10/2018	Sans objet
31	Installation de réfrigération 1185	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.1, 11	Sans objet
32	Installation de réfrigération 1185	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments observés, le site LABEYRIE FINE FOODS FRANCE de Saint-Aignan-Grandlieu est globalement exploité dans le respect des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE du 18/11/2019 complété le 18/07/2022.

Des non-conformités ont cependant été observées, en particulier sur les stockages non nécessaires à l'activité ou à la maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Activités ICPE relevant du fonctionnement autorisé de l'établissement - Volumes d'activité
Constats : L'activité du site consiste en la cuisson de crevettes et un peu de langoustines (environ 7000t de crevettes en 2023) Travail toute l'année 5j sur 7 sauf en décembre (6 j/7) - 245 jours de production en 2023. Le site emploie environ 250 personnes. Tableau transmis sur les quantités produites en 2023 et 2024 : pour les crevettes, la quantité ne dépasse pas 75 t/j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Les locaux observés étaient globalement bien tenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Air : conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : La nouvelle chaudière a été mise en service en décembre 2023. Un carnet d'intervention est présent dans le local et un plan et des consignes sont affichées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets dans l'air : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 1.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Suivi du fonctionnement des équipements de combustion - Respect des valeurs limites d'émission (oxydes de soufre, oxydes d'azote et poussières)
Constats : Rapport n°1491207-002-1 du 17/03/2023 de contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières (une chaudière et un Thermigas classés en 2910) : - 2 générateurs contrôlés - qualité de combustion satisfaisante et rendements conforme aux prescriptions réglementaires. Il est à noter que ce rapport portait sur l'ancienne chaudière qui a été démantelée récemment.

Rapport de mesures de combustion du 19/03/2024 réalisées sur la nouvelle chaudière (3068 kW) : résultats conformes : pas de CO détecté, NOx inférieurs à 100mg/Nm3
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Origine de l'approvisionnement et prélèvements maximaux (Prélèvement maximal annuel 90 000 m3 - prélèvements journaliers maximal 400 m3, moyen 350 m3)
Constats : 77 307 m ³ d'eau ont été consommés en 2023 (déclaration GEREP). Il est à noter que l'activité de ADX2 a été réduite en 2023 (fonctionnement sur 6 mois en 4 jours/semaine). Des mesures de limitation de la consommation d'eau ont été mises en place (circuits fermés sur les operculeuses, récupération de chaleur, ...)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Le site a répondu à l'enquêteur en 2023. Des consommations mensuelles ont été transmises mais jusqu'à fin juillet 2024 le site ne réalisait pas de relevé journalier. Une commande a été passée pour que cela soit fait sur la GTC (opérationnel dès début août 2024 mais non observé).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dispositif de protection du réseau public
Constats : Non observé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Constats : Non observé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les rapports de curage des canalisations pour 2023 et 2024 sont demandés à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission (VLE) des macro polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limite d'émission
Constats : Quelques dépassements ponctuels de la DBO5 Dépassements réguliers des chlorures : le gestionnaire du prétraitement indique que cette substance est difficilement traitable ; l'exploitant prévoit de contacter Nantes Métropole pour évaluer l'impact de ses rejets sur la station d'épuration de la Petite Californie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les conclusions des échanges avec Nantes Métropole seront transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Valeurs limites d'émission (VLE) des micro polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limite d'émission
Constats : Pas de dépassements sur les résultats observés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limite d'émission et des fréquences d'analyses
Constats : Tableau transmis pour 2023 : 5 analyses en plusieurs points ont été réalisées suite à des incidents et/ou travaux : fuite depuis ADX2, fuite depuis ADX1, changement du séparateur à hydrocarbures Hormis 2 dépassements mineurs des MES, tous les résultats étaient conformes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations internes d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Adaptation et marquages spécifiques
Constats : Deux compacteurs (DIB et cartons) sont situés à l'arrière de ADX2.

Des palettes sont stockées derrière ADX2 et ADX4. Des bidons vides sont stockés contre la façade d'ADX2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le stockage de déchets inflammables sera implanté à distance des façades.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Déchets traités à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Respect des filières de reprise des déchets
Constats : Registre des déchets transmis pour la période d'août 2024 à début mai 2024 : tableau de suivi détaillé et complet
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.
Constats : Liste transmise mise à jour en 2020 - il manque les zones de stockage (sur la liste et/ou sur un plan)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Répertorier sur un plan les stockages des produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.
Constats : Indications observées sur les portes des locaux techniques (salle des machines ammoniac notamment)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée :

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.
Constats : Les locaux techniques sont fermés à clé et à accès restreint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Comptes-rendus du 21/03/2024 transmis: - n°0306867-010-1 pour ADX2 : 136 observations (local NH3 de l'étage ADX2 inclus dans la vérification) - n°0306866-010-1 pour ADX1 : 88 observations - n°1969401-003-1 pour ADX4 : 7 observations
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Fonctionnement des équipements de sprinklage
Constats : Rapports transmis de vérification des éléments de la détection incendie du bâtiment ADX4 (intervention du 26/04/2024) et de celle du bâtiment principal (une partie du système était en dérangement lors de l'intervention). Tableau des vérifications hebdomadaires présent dans le local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.
Constats : Rapport d'intervention transmis (BT n°20564 188) du 17 avril 2024 pour la mise en service de 34 appareils. Cependant, les extincteurs observés sur site (local de sprinklage et entrée de la SDM ADX2) étaient non conformes (vérifiés en octobre 2022) Tableau de suivi des évacuations incendie transmis (exercices ou suite à une alerte)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire vérifier les extincteurs non contrôlés depuis 2022 et/ou transmettre le dernier rapport de vérification à l'inspection des Installations Classées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Des stockages non nécessaires à l'activité ont été observés : <ul style="list-style-type: none">- chaises dans la nouvelle salle ammoniac,- bidons à proximité du prétraitement,- stockage d'archives et de matériel dans les combles d'ADX2 (stockage constaté depuis de nombreuses années),- stockage à l'entrée du local frigorifique ADX4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuer des locaux concernés les stockages non nécessaires à l'activité ou à la maintenance
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Stockage produit liquide « dangereux »
Constats : La plupart des produits susceptibles d'entraîner une pollution observés étaient sur rétention. Cependant, des bidons sans rétention ont été observés à proximité de l'installation de prétraitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Placer sur rétention tous les produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ou les évacuer du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.
Constats : La nouvelle salle des machines ammoniac et la SDM ADX4 ont une ventilation en façade. La SDM ADX2 n'a pas été observée (opération de maintenance en cours).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.
Constats : Attestation de formation F2-07/SECU2 aux risques NH3 transmises pour six personnes de la société LABEYRIE : formations réalisées entre février 2022 et mars 2023 Attestation de formation F2-04/CIF pour la conduite de l'installation frigorifique industrielle dans les règles de l'art et maintenance préventive pour une personne de la société LABEYRIE : formation réalisée du 25 au 29/09/2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères au site n'ont pas d'accès libre aux installations. En l'absence du personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes étrangères.
Constats : Les salles des machines NH3 sont fermées à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Protection individuelle
Prescription contrôlée : En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique : - des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ; - des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ; - des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ; - des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués. L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries. L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.
Constats : Des masques sont installés dans un boîtier à l'entrée des SDM ADX2 et de la nouvelle installation (dates de péremption non dépassées). Des gants et des lunettes sont disponibles au niveau de la seconde entrée (non utilisée) de la nouvelle SDM avec une douche et un rince-œil. La disposition de ces derniers n'étant pas optimale, l'exploitant prévoit de mettre à disposition un rince-œil portatif dans le local.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un justificatif de l'installation d'un lave-œil dans la nouvelle salle des machines NH3
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 26 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : [...] Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.[...]
Constats : Étude transmise de juin 2022 sur l'implantation des détecteurs dans la nouvelle salle des machines NH3 Plan transmis (+constaté sur site) : implantation des capteurs (CO2, NH3, HFO) dans la salle, alarme lumineuses et sonores sur les deux accès de la salle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en service + visite annuelle
Prescription contrôlée : Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant. Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : Rapport d'analyse des risques de la nouvelle salle des machines (n°24037570 du 25 juillet 2024) transmis
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention [...]
Constats : Le local de la nouvelle salle des machines ammoniac est sur rétention (dispositif observé le 18/10/2022 lors de la phase de construction du local). Les dispositifs des autres salles n'ont pas été observés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Installation de réfrigération à l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Manche à air
Prescription contrôlée : Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.
Constats : Une manche à air est implantée sur le toit de la nouvelle salle des machines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer que la manche à air est bien visible au niveau de l'accès des secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Situation administrative du site au regard de la rubrique ICPE 1185
Constats : 312 kg de fluides présents sur le site selon l'APC du 18/07/2022 Selon le tableau fourni par l'exploitant le site dispose de 200 kg de R449A et de 112 kg de R134a (installation mise en service en mars 2023) : conforme à l'APC)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.1, 11
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de certains fluides frigorigènes (HCFC)
Prescription contrôlée : 1.Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, les produits et équipements pour lesquels l'utilisation de la substance appauvrissant la couche d'ozone concernée est autorisée conformément à l'article 8 ou à l'article 9 peuvent être mis sur le marché, fournis ultérieurement à un tiers ou mis à sa disposition au sein de l'Union à titre onéreux ou gratuit. 2.Sauf pour les utilisations critiques visées à l'article 9, paragraphe 1, les systèmes de protection contre les incendies et les extincteurs contenant des halons sont interdits et mis hors service. 3.Les produits et équipements qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone ou dont le fonctionnement est tributaire de ces substances sont mis hors service lorsqu'ils arrivent au terme de leur cycle de vie.
Constats : Les installations au R407C et au R404A ont été respectivement démantelées les 23/08/2023 et 04/06/2024 -tableau fourni par l'exploitant - bordereaux non observés)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Installation de réfrigération 1185

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Tableau des contrôles périodiques transmis par l'exploitant (bordereaux non observés) :

R449A : 13/03/2023 - Mise en service de l'équipement - Contrôle d'étanchéité périodique 16/05/2023- Contrôle d'étanchéité périodique 11/09/2023 - Contrôle d'étanchéité périodique 11/09/2023 - Contrôle d'étanchéité périodique R134a : 18/07/2023 - Contrôle d'étanchéité périodique
Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes [...]
Constats : Le livret d'accueil comporte quelques points sur l'environnement mais pas de consignes claires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le livret d'accueil avec les consignes liées à l'environnement (notamment sur la réduction de la consommation en eau).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois